
Face à ce monde plein d'inconnues

Jean Viard

Quand l'extrême-droite a commencé à faire de gros scores en France, on a pensé spécificités nationales, gauche au pouvoir, souvenir de l'Algérie; quand elle a progressé à Genève ou en Belgique, on a pensé crise urbaine et problèmes d'intégration; quand elle a progressé en Allemagne, on a pensé migrants est-européens et vieux fond historique; quand elle a progressé en Italie du Nord, on a ressorti nos manuels d'histoire sur la "question italienne"... et quand elle a progressé dans l'ancien empire russe, on a pensé cette évolution comme une réaction logique, à défaut d'être légitime, face aux terribles tragédies qu'ont été les dictatures communistes.

Il ne m'appartient pas ici de raffiner ces explications ou de les contester — et je me suis volontairement restreint à des exemples européens — mais de mettre en valeur la similitude d'une émergence qu'on a chaque fois voulu analyser par rapport aux contextes locaux. Alors qu'on peut et qu'on doit faire l'hypothèse aujourd'hui que si chaque réponse est effectivement dans sa tradition locale, la question à laquelle il est ainsi répondu est au fond commune, de source transnationale, internationale, voire planétaire.

Certes, il y a un cheminement historique de la réponse. La France fut précoce, peut-être parce qu'elle est nourrie de la conviction de son rôle d'avant-garde et qu'elle supporte plus mal que d'autres de ne plus trouver le sens de l'aventure planétaire. Mais ce fut aussi conjoncturellement une réaction exacerbée de gens pour qui le pouvoir ne peut être légitimement à gauche, sans compter le retour d'un deuil social encore à vif, lié à la guerre d'Algérie et que les bruits d'une immigration en voie d'intégration ont ravivé; l'émergence de l'extrême-

droite correspondant aussi à l'arrivée aux affaires de la génération des anciens combattants d'Algérie. La France fut précoce, enfin, dans les signes visibles de ses replis identitaires, car la crise de la ville y est à l'image des choix de construction des années soixante, notamment dans les banlieues ex-rouges...

Toujours est-il qu'il y a une histoire de la fin de l'interdiction morale de dire le rejet des autres et, dans le même geste, sa propre inquiétude à être, comme sujet ou comme groupe. Et, dans cette histoire, le Lepénisme a une fonction de déclic au niveau européen, même si la violence qui accompagne la fin de cet interdit s'exprime surtout en Allemagne et, plus encore, dans les colonies directes ou indirectes de l'ex-empire soviétique. Peut-on risquer que l'on retrouve ici les formes culturelles spécifiques déjà connues dans l'entre-deux guerres?

Cependant cette résurgence, et justement parce que c'est une résurgence, ne peut mener au même drame que dans les années trente. L'histoire ne se répète pas car elle est pétrie de mémoire. Aussi, approcher les replis identitaires par une mise en texte de la montée des extrême-droites, c'est bien en faire un signe, une marque d'exemplarité d'un dit et d'un appel plus large dont nous cernons mal les limites et le devenir.

A trop fouiller les seuls méandres du réel pour tenter de comprendre cette évolution, on risque de passer à côté de ce qui se dit, de ce qui se pense en négligeant le champ des représentations et de l'imaginaire. Il nous faut questionner l'aventure où chacun se sent vivre et agir, s'interroger sur ce sentiment d'aventure qui pèse tant dans l'espérance et les volontés d'action. Car le monde est confronté à un bousculement d'une profondeur dont nous commençons seulement à appréhender l'insondable abîme. Le passé et ses marques sont aujourd'hui plus souvent appelés à la rescousse que le futur et ses espérances, on parle de retour du religieux, de restauration du plein emploi, on magnifie les monuments du passé, on se replonge dans les traditions; la nature elle-même n'échappe pas à ce mouvement général de muséification et plutôt que de planter de jeunes pousses vigoureuses, on préfère conserver de vieilles frondaisons.

Certes il y a un peu d'ironie dans mon propos et je sais que chacun de ces gestes à son histoire et sa légitimité propre; n'empêche qu'un mouvement d'ensemble paraît se dessiner et que celui-ci est porté par la perte de confiance de l'homme en l'avenir de ses sociétés. Nous ne croyons plus que l'homme saura toujours corriger les erreurs de l'humanité, nous ne croyons plus que le progrès permettra de réparer les dégâts faits à la nature, nous ne croyons plus en fait à l'illimité de la puissance du progrès. Autrement dit, nous ne croyons plus à ce qui a fait l'aventure de l'Occident depuis la Renaissance, et qui par là, a bousculé l'aventure du monde. Certes, cette désespérance interne à l'Occident, qu'il va falloir étayer, ne touche pas de la même manière

toutes les cultures de la terre, mais toutes y participent car telle est la place où l'Occident s'est imposé depuis cinq siècles, depuis qu'il a trouvé les cheminements pour sortir des limites de son monde physique et mental et partir à la conquête de la planète et du réel.

Le contexte d'un bousculement

L'effondrement du communisme à remis en mouvement un monde qui paraissait figé. Cette idée sans cesse ressassée depuis 1989 touche plus profondément qu'on ne le dit souvent les réalités qu'elle couvre, car au-delà d'un type de régime et d'un type de rêve, c'est le mouvement même de l'Occident depuis cinq siècles qui atteint à son terme et, surtout, qui en prend conscience.

En effet, l'Occident en s'ouvrant sur le monde et en franchissant avec Christophe Colomb — parmi bien d'autres —, les limites qu'avaient construites les Romains puis les Chrétiens, en quittant cette planète plate bâtie autour de Rome et de Jérusalem pour se lancer à l'assaut d'un réel pensé par la science et la technique, ouvre le compte d'un temps où l'aventure du déplacement physique et mental devient le moteur du monde; pour une partie à son corps défendant, certes. Mais de fait, on quitte le monde de l'attente du retour du fils de Dieu et avec lui les vérités héritées pour s'enfoncer dans l'inconnu des terres "neuves" et des savoirs sans cesse renouvelés.

Dans ce monde-là, le progrès fait sens et but, il légitime l'aventure et la structure. "Demain sera mieux qu'hier" même si souvent l'universalité de l'homme dans son unicité et sa totalité fusionnées y est oubliée. Et l'utopie prend place dans ce mouvement comme anticipation du monde devant advenir, déclinaison des voies et moyens pour atteindre demain en l'ici-bas à la perfection de la société et de ses membres. Chacun devant faire allégeance à ce but rêvé de la société future, et beaucoup s'y soumettant jusqu'au sacrifice de leur vie.

Sans doute cette espérance dans le progrès ne créa pas de consensus sur tout. Droite et gauche s'opposèrent sur les objectifs et les partages, les voies et les moyens, mais cette opposition (et ce de manière décisive après la guerre de 1914/1918) ne questionnait pas le cadre général du mouvement de la société et de sa représentation. Le romantisme qui au XIXe avait contesté cet objectif étant rejeté en marge de la société et de ses débats. Ensuite l'opposition, ou le soutien, au communisme servit de ciment au deux camps, de manière plus ou moins explicitée, cela chacun le sait. Ce qui importe ici est que chaque sujet se mettait au service de cette attente du futur, au service de cette espérance, comme si l'attente du retour du fils de Dieu s'était muée en attente de l'arrivée du Paradis ici-bas.

Le permanence policière des régimes bâtis sur l'utopie communiste figea artificiellement cet état des "perspectives collectives". Bien que l'aventure de l'homme occidental eut atteint ses buts spatiaux le jour où Gagarine regarda la terre de son extérieur, bien que la science écologique eut largement commencé à nous dire que le rapport entre la nature et la technique était devenu tel que la nature risquait de souffrir d'irréparables dégâts dangereux pour notre propre survie, bien qu'au fond personne ne croyait plus à l'utopie faite société, malgré tout cela nos perspectives collectives étaient peu questionnées. Le progrès continuait à régir en maître nos actes et nos convictions et surtout — car le progrès est plein de bienfait et d'espérance — à nous indiquer la perspective de l'aventure de notre vie.

Et le progrès était autant le ciment collectif des espérances que le support des structures culturelles qui dominaient la vie des sociétés. Le progrès est en cela une forme politique coulée au même moule que la perspective dans le domaine des représentations, un art de penser lié à un art de voir; une perspective du sujet et de la politique parallèle à celle que Michel-Ange pensa comme forme de représentation et qui fut longtemps pour nous l'image même du réel.

C'est ici qu'intervient vraiment Gorbatchev. Lui mit fin à l'Utopie pour tenter de revenir à une représentation du réel présent; il le fit pour son pays, mais son message, au-delà de sa volonté, ferme le compte d'un temps ouvert il y a cinq siècles. L'hégémonie du futur sur l'habité s'estompe depuis et le monde en est tout désenchanté. Mais il n'est pas désenchanté seulement par une grave crise conjoncturelle liée à l'effondrement technique des économies communistes, plus profondément il l'est par le télescopage de cette crise conjoncturelle aux multiples visages avec la perte du sens fondateur du mouvement qui fit de la modernité et dont le communisme était un des derniers héritages. Ce qu'on a découvert avec la fin de l'utopie dictatoriale communiste, c'est ce que nous aurions déjà dû voir depuis des décennies, mais que nous ne voyions pas tant nous étions obnubilés par le conflit Est/Ouest; à savoir que l'aventure de la conquête de la planète était achevée et que la limite atteinte par notre technique remettait en cause potentiellement notre existence même. C'est la perspective qui avait agi cinq siècles d'action qui était ainsi touchée au coeur comme objectif, mais aussi comme modèle des représentations.

Ainsi ce sont le sens et les formes de l'aventure collective qui changent sans que nous sachions encore clairement où nous allons. Mais nous pouvons avancer que maintenir la vie possible sur cette planète devient un but infiniment plus important que de continuer à progresser à tous crins vers le futur. Le respect et la maîtrise de la terre-matrice commune prennent le pas sur le progrès, la perspective y est moins utile (les créateurs hésitent souvent entre l'hyper-réalisme et la non représentation) et surtout le présent prend d'abord son sens en soi,

comme temps fort du sujet vivant — de l'individu triomphant —, plus fortement lié sans doute aujourd'hui au passé qu'à l'avenir.

Partant, cessant de nous projeter dans le futur, nous nous réenracinons dans nos traditions et nos héritages. Plus même, car l'histoire elle-même recule comme espace dominateur de référence au profit du géographique, du territoire, du local. Là où l'on voulut faire table rase du passé pour libérer toutes les forces vers un monde ordonné par des hommes sur un projet des hommes, chacun aujourd'hui se ressource dans un local qui est attrayant car délimité par des particularités culturelles accumulées.

Certes, cette quête du passé, cette tentative de déjouer ce recul du futur par une découverte de l'avant travaillait déjà au corps nos sociétés. Depuis plus d'un siècle même, la muséification du monde s'organise, à base de nature dans les mondes "neufs" et protestants, à base de monuments dans le vieux monde, surtout dans ses régions catholiques. Mais ce cheminement de l'idée neuve qu'est l'amour du passé et de ses traces restait comme au second plan, ou dans des temps secondaires comme les vacances. Tout change quand Saint Petersburg resurgit et que la nostalgie passe au premier plan de la scène, qu'au propre comme au figuré cette nostalgie la fonde et que Léninegrad entre dans les oubliettes que sans cesse l'histoire creuse.

Là se signe le geste repère par où l'imaginaire comprend que l'espérance jadis souterraine prend la place du discours hier dominant. Là l'Occident sent qu'il commence un nouvel affrontement dans une temporalité inconnue où le passé doit naître en pleine modernité. Le progrès est dépassé, reste le rattrapage, la mise à niveau, le ravaudage des conséquences historiques de la prolongation violente et surannée de l'utopie du progrès faite ordre collectif pour tenter de sauver les vivants de la faim et du non sens.

Alors comme, quand soudain le barrage de fortune cède dans un torrent en cru trop longtemps retenu par un amoncellement d'arbres déracinés, tout est emporté au passage, confiance, conviction, identité, espérance, tout. Et cette grande déprime de l'Occident face à lui-même où bouillonnent déjà invisibles les bases des temps à advenir, cette grande déprime de l'Occident est le temps que nous vivons, celui qui nous voit frileux et apeurés redécouvrir les risques et les dangers du présent. Cette grande déprime de l'Occident qui a perdu son fil conducteur, en touchant au but qu'il s'était fixé il y a cinq siècles bouscule et notre idée du temps et celle de l'espace, elle enchevêtre de nouvelle manière ces deux dimensions laissant sourdre des désordres dominants, des reliquats horribles des pires systèmes de rejet et d'identification. Alors des systèmes aussi archaïques et cruels que le marquage par le sperme des appartenances communautaires peuvent resurgir au coeur de la civilisation.

Mais ces terribles excès ne sont pas le tout de cette grande mue. Ils

n'en sont qu'un extrême radical dans une situation violente et mal anticipée. Les replis identitaires que nous traversons sont heureusement dans la plupart des cas pacifiques. Seulement, partout le souffle de l'aventure ancienne est tari et nous ne savons pas encore dans quelle direction organiser le présent et le futur. Nous par exemple, qui espérions l'Europe comme une communauté face à un monde de dictature, nous ne savons plus la désirer car elle n'a plus d'adversaire. Là où nous allions ensemble contre notre contraire, nous nous retrouvons ensemble parce que plus riches; d'un modèle exportable de progrès, l'histoire est en train de faire de l'Europe un quartier de luxe sous haute surveillance où pourront se magnifier nos mois exubérants. Mais comment pouvons-nous continuer à y incarner ces valeurs morales que nous avons placées si haut dans notre aventure?

Ce bousculement fondamental, en créant la déprime de l'Occident, désoriente tout un chacun. La confiance en l'avenir s'est estompée, ce qui renforce les facteurs économiques ou politiques purs, créateurs de la crise actuelle que nous traversons. Et celle-ci, à son tour, renforce les inquiétudes individuelles et collectives porteuses de replis multiples. Pendant ce temps, peu à peu, de ce désordre va naître une nouvelle aventure dont nous ne voyions pas encore clairement les contours.

Certes, ce bousculement fondamental dont je cherche ici à dire quelques éléments ne concerne pas tout le monde de la même manière bien qu'il soit la toile de fond des multiples événements et avènements que nous observons. Riches ou pauvres, pays du nord et du sud traversent ce bousculement de diverses manières, les plus faibles étant évidemment les plus touchés et les plus prêts à se sécuriser dans des espérances alternatives toutes faites et déjà bien connues. Mais la conviction profonde qui m'anime est que c'est du coeur du processus mental qui a fait le triomphe de l'Occident que découle aujourd'hui les pertes de sens et de but du présent. Sauf qu'aujourd'hui l'autre est en nous et nous sommes en lui, car nous sommes tous co-gérant mental et technique du même espace fini de matière et de sens.

Alors s'affaiblissent lentement les pensées en termes de monde hiérarchique, avec une avant garde du pouvoir de produire, de jouir et de dominer, et émergent des organisations en fragments, tribus et réseaux, moments d'une nouvelle totalité planétaire. L'organisation toute copiée du militaire qui permettait l'avancée du progrès devient caduque dans ce monde contraint à la co-solidarité et qui très lentement en prend conscience, du moins dans les hautes classes des pays dominants; cet immense désordre se heurte à l'ordre dominant depuis cinq siècles et nous plonge dans l'incertitude.

Certes, c'est d'abord "notre" technique qui a fragmenté le lien social, isolé les travailleurs des uns les autres, enfermé les familles dans leurs maisons, remis sans cesse en question la solidité des couples et des familles... Informatique, robotique, médiatisation, urbanisation...

créent peu à peu une société individuelle où chacun devient le militant de sa propre personne¹. Les liens sociaux traditionnels — ceux qui avaient permis de franchir la révolution industrielle comme la famille, ou ceux qui y avaient pris naissance comme le syndicalisme et la conscience de classe — sont bousculés par la montée d'un monde de petits propriétaires (plus de 50% des Français) où les médias isolent chacun tout en lui faisant partager le même savoir et le même plaisir après un travail de moins en moins collectif... Cela chacun le sait.

Les outils d'une fragmentation

Ce qu'il est important de souligner, c'est le rapport entre les causes techniques de la fragmentation du lien social et celles issues de l'éclatement du système mental qui permettait l'organisation des représentations et des actions. Par exemple — ou contre exemple — au Japon où la technologie est comme on le sait reine, la solidité du lien social et le primat de l'objectif Japon sur celui de Progrès induit une société où les relations techniques/sociétés sont différentes; la technique n'y a pas comme but de supprimer des emplois; le cas du métro est frappant, où le personnel a été maintenu alors que pour nous, un métro automatique et sans homme était le comble du progrès. Aujourd'hui face à l'insécurité et la peur, on place à nouveau des hommes... Autrement dit, l'intégration sociale des évolutions techniques est fonction du cadre mental dans lequel évolue la société, et nous, d'avoir continué à croire que l'assujettissement aux évolutions technologiques était le progrès même nous a menés vers une société de forte exclusion et de distanciation des liens sociaux. Cela n'a été rendu possible que parce qu'on était convaincu que le système d'intégration sociale par augmentation constante du "gâteau à partager" récupérerait automatiquement ces laissés pour compte. Plus même, ces exclus étaient indispensables pour que naissent de nouveaux secteurs d'emplois...

Autrement dit la grille de lecture a pris un fort retard sur les mutations techniques, partant un espace d'insécurité et d'angoisse est apparu, qui a laissé passer des discours d'autodéfense et de rejet dont l'audience a crû en proportion du sentiment de désaventure qui s'emparait des opinions et des individus.

En France l'espérance de l'avènement de la gauche au pouvoir a maintenu jusqu'au début des années quatre-vingt une forte cohésion sociale dans les milieux populaires, avec en contrepartie le maintien, à gauche, d'un discours politique de rupture avec l'ordre dominant. Mais l'abandon de ce discours de rupture devant les nécessités de la gestion des affaires publiques à partir de 1982/1983 a comme libéré les forces

de l'éclatement social artificiellement maintenues ensemble par ce "retard idéologique".

A partir de là, on a commencé à voir ce qu'on ne voulait pas voir, à savoir la montée d'une société fragmentée où une "tribu" émigrée était en train de devenir immigrée et ce au sein d'une population qui avait du mal à se définir collectivement du fait de ses propres replis sur elle-même. Le délitement progressif au cours des années quatre-vingt du parti communiste, qui était le corps politique de ces populations populaires et ouvrières, exprime parfaitement cette évolution, et ce y compris dans le fait que c'est la tribu communiste qui a commencé à dire "Produisons français" et à attaquer certaines concentrations d'immigrés justement installées dans "ses" banlieues rouges. Le zoning en France existe depuis fort longtemps, pour partie parce que les mairies des beaux quartiers refusent les HLM, pour partie parce que les mairies rouges les appellent espérant attirer ainsi de futurs "bons" électeurs. Sauf que peu à peu les ouvriers devenant des immigrés la machine n'a plus fourni des électeurs, mais des étrangers en voie d'intégration.

C'est la loi de 1974 bloquant l'arrivée de nouveaux étrangers en France et favorisant les regroupements familiaux qui a, peu à peu, modifié la position des émigrés. Car ceux qui étaient présents ont eu tendance à se sédentariser de peur de ne plus pouvoir revenir en France s'ils rentraient au pays. Mais il a fallu près de dix ans pour que la société française prenne conscience des problèmes que cela posait. Dix ans de montée du chômage, de fin de l'espérance de rupture avec le capitalisme et finalement d'effondrement du communisme en 1989.

Autrement dit, la place de l'autre a évolué en elle-même du fait de sa propre stratégie mais aussi du fait de l'évolution des perspectives dans laquelle se mouvait et se représentait la société d'accueil. Et "la" question immigrée est devenue l'emblème des débats sur l'identité collective française, masquant jusqu'au référendum sur l'Europe de 1992, que les frilosités françaises avaient de bien multiples causes.

Le travail du Front National n'y est évidemment pas pour rien. Ce parti qui existe depuis 1972 ne connaît ses premiers succès qu'en 1982, le plus souvent alors dans les beaux quartiers de régions à forte présence immigrée. Autrement dit le refus radical de la gauche et le voisinage à Dreux et à Marseille de quartiers immigrés servent de cocktail détonnant. Il faudra attendre une élection dont le mode de scrutin lui est plus favorable, les européennes de 1984, pour que le FN s'impose et avec lui le débat sur l'immigration. Et en 1985 aux élections cantonales "pour la première fois, l'extrême droite semble avoir réussi à "fixer" son électorat dans une élection qui, à priori, ne lui était pas favorable" comme l'écrit Pascal Perrineau². L'interdit "fasciste" qui pesait sur ce parti dans les milieux populaires étant alors levé du fait des choix légitimants faits précédemment dans les beaux quartiers.

Depuis le FN se maintient avec des hauts et des bas. Mais ce qui nous intéresse ici est que ce parti qui réunit des électeurs de milieux et d'âges divers obéit pour ainsi dire à un choix géographique : il est fort le long des frontières "à risque" en Alsace et de Perpignan à Nice ainsi que dans les banlieues des grandes villes industrielles. Ainsi on peut lui voir une fonction de "ligne Maginot" renforcée par la difficulté d'intégrer des émigrés dans des zones à fort taux de chômage et fort taux de migrations internes et externes mélangées. En effet les zones de forte présence émigrée sont aussi celles de fortes constructions des années cinquante/soixante-dix, d'immenses immeuble HLM où personne n'est là depuis longtemps. Ce qui pose la question du: Qui peut intégrer qui?

C'est ainsi que l'on passe peu à peu de la question des émigrés à celles des banlieues comprenant que l'expression de tensions "ethniques" est inséparable de celles de vastes conglomerats d'habitat où la vie sociale générale est anémiée et où l'effondrement des idéologies empêche les gens de partager ce minimum qu'est le rejet commun de la société qui crée ce mode de vie.

Mais cette émergence de la tribu immigrée comme enjeu politique doit se resituer dans la fragmentation de nos sociétés, elle doit être pensée en parallèle avec la tribu des camionneurs, des médecins ou des infirmières... qui chacun à leurs manières apparaissent dans l'actualité d'une société qui répond par le corporatisme à sa fragmentation et à l'absence d'aventure collective apte à transcender les particularismes.

Cette émergence de groupes à la visibilité et à l'organisation souvent éphémères est d'autant plus problématique quand elle est localisée, comme dans les banlieues, en des lieux où les autres habitants ne forment pas groupe, ce qui renforce leur sentiment d'isolement et d'insécurité. C'est pour cela qu'après le recul du PC et à partir du moment où la possibilité morale de voter FN est devenu licite, l'extrémisme politique de droite a pu y être une réponse apte à créer un sentiment de communauté. Et donc à enraciner cette forme moderne de populisme nourrie du rejet des immigrés.

Mais il faut garder en mémoire que la pensée de l'extrême droite a évolué, comme l'a fort bien montré Pierre-André Taguieff³. Le rejet de l'autre est maintenant un rejet territorial, l'autre n'est plus nié en tant que personne, il est refusé "hors de chez lui" au nom d'une relation "naturelle" entre une ethnicité et un territoire. Certes on voit ce que ce type de pensée donne en Bosnie. Mais on doit aussi comprendre que cette extrême droite-là peut très bien appeler à l'expulsion des émigrés et à soutenir le régime de Bagdad au nom de ses droits nationaux. Il n'y a pas contradiction mais continuité au nom justement d'un nationalisme dont l'objet est de réunifier les communautés nationales "naturelles" pour échapper aux risques de planétarisation culturelles et économiques qui d'évidence réorganisent le monde.

Car pour l'extrême droite — mais pas pour elle uniquement — si la société est fragmentée, si les liens sociaux sont affaiblis, cela est dû à l'abaissement du corps social de la nation, à son délitement face aux circulations planétaires d'hommes, de capitaux, de biens culturels, voire de marchandises.

C'est pour cela que la "réponse Européenne" proposée lors du référendum de 1992 a failli être négative. Car la crainte de voir la France perdre une partie de son pouvoir sur elle-même au profit de cette "technocratie" lointaine de Bruxelles, la crainte de voir se dissoudre l'Etat-nation, base de la République, a traversé tous les camps politique. L'Allemagne retrouvant ici le rôle d'exutoire tenu un temps par les immigrés du Sud.

Toujours la France oscille entre deux rêves de puissances et de dangers, vers l'Est ou vers le Sud. Tant que le mur de Berlin bloquait la "ligne du mal" au sein d'une Allemagne affaiblie, l'union européenne pouvait être pensée comme une coproduction franco-allemande où la France se sentait forte politiquement et géographiquement. Le Sud était alors délaissé dans une mémoire coloniale difficile à intégrer. Tout change avec l'effondrement du mur de Berlin et le retour de la grande Allemagne ouverte à l'Est ; une partie de la France prend peur, les pouvoirs publics rêvent, grâce à une stratégie vers le Sud, de se rééquilibrer en Europe...(Ce jeu franco-allemand a de fortes constances depuis Bonaparte). Mais pour l'instant tout cela est de peu de réalité car l'Est est plus ruiné qu'on ne le pensait, le Sud plus conflictuel qu'on pouvait l'espérer. Alors faut-il forcer l'union franco-allemande comme on le fait actuellement dans le domaine monétaire pour franchir la mauvaise passe actuelle? Ou à l'inverse, revenir au jeu traditionnel en autonomisant la France et en développant une stratégie méditerranéenne qui a de fortes chances d'être surtout verbale? La question est aujourd'hui posée en France.

Peut-être ce renforcement de l'alliance franco-allemande malgré tout, sorte d'aboutissement d'une mémoire commune issue de conflits répétitifs comme le relevait Edgar Morin⁴, peut aujourd'hui permettre de surmonter le manque d'aventure planétaire en ouvrant la quête de la réappropriation du "déjà connu" grâce à des perspectives neuves. Autrement dit, le repli identitaire d'un pays en voie de fragmentation sociale dans un contexte de tournant planétaire peut-il être dépassé par l'union de deux pôles historiquement conquérants et conflictuels? Les jeux politiques paraissent aujourd'hui ouverts, et ce d'autant plus que faute de propositions solides face aux multiples signes d'un retour au nationalisme, on voit mal comment ce mouvement pourra être stoppé.

Face à ce monde plein d'inconnues nous avons besoin autant de philosophes que d'experts. Cela, les décideurs économiques le savent bien, qui paraissent attendre "la" reprise comme on attend un signe du destin, comme d'ailleurs les lecteurs de livres qui réorientent leurs choix

en librairie. "L'aventure de la première fois" qui a soutenu l'Occident depuis que Christophe Colomb a foulé la terre "vierge" d'Amérique a pris fin quand Armstrong et Young ont fait le même geste sur la lune. Car là où l'un ouvrait le compte d'un temps neuf, les autres fermaient l'idée de ce temps nouveau en nous faisant prendre conscience de l'immensité de ce qui nous sépare (encore) de l'univers et qui par là nous enferme sur notre petite planète. C'est de cet enfermement que peu à peu nous prenons conscience, et notamment avec la fin des utopies politiques. Mais nous n'avons pour l'instant guère de systèmes pour le penser et le cogérer, malgré le rôle renforcé de l'ONU ou le développement des interventions humanitaires ; d'autant que ces novations sont largement une fixation des rapports de forces existants.

Alors comme nous ne pouvons maîtriser l'évolution de la technique qui sait de plus en plus produire avec peu d'hommes, si le champ de l'innovation intellectuel et politique ne se renforce pas, les tensions ne pourront que croître, et les peurs avec elles, au risque d'une grande glaciation nationaliste, voire ethnique. C'est cela, me semble-t-il, que signalent les replis identitaires à l'œuvre. C'est cela qui nous indique que, dans un monde en profond bousculement de ses systèmes de repérage et de représentation, nous devons d'abord dire que nous avons perdu le fil du sens qui nous a formés, et que peu à peu une culture bâtie pour conquérir doit laisser naître une culture de l'habité. Et nous avons à produire la mise en désir de ce projet-là au milieu des affrontements qui se dessinent.

Jean Viard est chercheur au Cevipof/CNRS à Paris.

Notes

- 1) Gilles Lipovetsky, "Citoyenneté et urbanité", *Esprit*, Ed. du Seuil, 1990.
- 2) Pascal Perrineau, *Le Front National à découvert*, sous sa direction et celle de Nonna Mayer, Presses FNSP.
- 3) Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé*, Ed. La découverte, 1988.
- 4) Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Ed. du Seuil.